

PREFECTURE DES CÔTES-D'ARMOR

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la Protection de l'Environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

LE PREFET DES COTES D'ARMOR
Chevalier de la Légion d'Honneur

-
- VU** le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU** le titre I du Code de l'Environnement ;
- VU** la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU** la loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU** le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des Installations Classées ;
- VU** l'arrêté du 12 décembre 2002 portant dissolution à compter du 01 janvier 2003 du SIDECOS ;
- VU** l'arrêté du 7 janvier 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations Classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2170 « fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques » et mettant en œuvre un procédé de transformation biologique aérobie (compostage) des matières organiques ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 février 1994 relatif à l'exploitation d'une unité de broyage et compostage des déchets végétaux par le SITOM de la Côte de Granit Rose ;

- VU l'arrêté du 27 juillet 1982 modifié le 4 août 1983 autorisant le Syndicat Intercommunal pour le Traitement des Ordures Ménagères de la Côte de Granit Rose à exploiter une unité de traitement des ordures ménagères à PLEUMEUR-BODOU ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue d'étendre l'unité de compostage des déchets végétaux de PLEUMEUR-BODOU ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique effectuée du 21 mai au 20 juin 2002 en Mairie de PLEUMEUR-BODOU ;
- VU les délibérations du Conseil Municipal de PLEUMEUR-BODOU en date du 3/09/2002 ;
- VU l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 29/07/2002 ;
- VU les avis émis par :
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 22/05/2002 ;
 - le Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles en date du 24/05/2002 ;
 - le Directeur Départemental des Affaires Maritimes en date du 1/07/2002 ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en application de l'article 10 du décret du 21 septembre 1977 susvisé en date du 22 octobre 2002 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 29 novembre 2002 ;

CONSIDERANT que le projet permettra une valorisation de l'ensemble des déchets verts collectés sur les déchetteries ;

CONSIDERANT que les travaux projetés permettront d'améliorer la gestion et le traitement des effluents ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES-d'ARMOR.

A R R E T E

Article 1 :

Le Président du SMITRED Val d'Armor est autorisé à exploiter à PLEUMEUR-BODOU, à proximité du lieu-dit « Parc Nevez » sur les parcelles cadastrées 503, 536 et 1632, une plate-forme de compostage pour les déchets végétaux.

L'installation est soumise à autorisation sous les rubriques n° 2260 « Broyage de puissance supérieure à 200 KW » et n° 2170 « fabrication d'engrais et supports de culture à partir de matières organiques pour une capacité de production supérieure à 10 t/j ».

Article 2 :

L'arrêté du 14 février 1994, autorisant le SITOM de la Côte de Granit Rose à créer une unité de traitement des déchets végétaux, est abrogé.

Article 3 :

Les déchets végétaux apportés sur le site proviennent des communes adhérentes au SIDECOS de la Côte de Granit Rose.

L'unité de compostage sera dimensionnée pour une production de 10 000 t/an de compost de déchets verts, soit 27,4 t/j.

La surface de la plate-forme de compostage sera étendue pour atteindre au minimum 14 000 m².

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 4 : Conformité de l'installation à la déclaration

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

Article 5 : Modifications

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 6 : Dossier Installation Classée

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Un registre des volumes traités et vendus, précisant leur destination ainsi qu'un cahier de suivi du compostage ;
- Les plans tenus à jour ;
- les résultats du suivi sur les effluents produits par l'installation.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 7 : Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation.

Article 8 : Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Article 9 : Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le Préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prises ou envisagées conformément à l'article 34.1 du décret du 21 septembre 1977.

TITRE II - IMPLANTATION - AMENAGEMENT

Article 10 : Règles d'implantation

L'ensemble du site sera entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 m permettant d'interdire l'accès à toute personne ou véhicule non autorisés par l'exploitant. Des portails fermant à clé interdiront l'accès en dehors des heures d'ouverture et en l'absence de personnel.

Les installations doivent être implantées à une distance d'au moins 100 m de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public et de 50 m des puits et forages, des sources.

Une haie supplémentaire d'arbres à hautes tiges et feuillage très dense sera mise en place pour doubler la haie existante face à l'habitation nommée « park nevez » située à l'ouest.

Article 11 : Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (peinture, plantations, aménagement...). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Article 12 : Accessibilité

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments sont desservis au moins sur une face par une voie permettant l'accès des secours.

Article 13 : Installation électrique

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Article 14 : Rétention

Le sol des locaux et de la plate-forme de stockage des végétaux et du compost doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et de ruissellement. Les eaux collectées seront traitées conformément à l'article 26.

TITRE III - MODALITES D'EXPLOITATION

Article 15 : Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Article 16 : Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les installations sont rendues inaccessibles aux personnes étrangères (clôture, fermeture à clef...).

Article 17 : Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés.

Article 18 : Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Article 19 : Suivi du compostage

Le stockage des matières premières et des composts doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, aménagées et réservées à cet effet.

La hauteur maximale de produits est limitée en permanence à 3 m. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'Inspecteur des Installations Classées.

La durée d'entreposage du compost sera inférieure à un an.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- les livraisons refusées seront mentionnées sur le registre ainsi que les motifs de refus ;
- l'origine des matières premières ;
- les dates d'entrée en compostage et de retournements ;
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport ;
- la date d'entrée en maturation ;
- les analyses suivantes seront réalisées au minimum 2 fois par an sur un lot représentatif : mesures de température (date des mesures et relevés de température), matières sèches, matières minérales, rapport MO_T/N , N total, $N-NH_4$, P_2O_5 , éléments traces métalliques, dates de retournement ou périodes d'aération et arrosage éventuel des andains, le bilan matière etc.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 10 ans et toute modification de procédé sera portée à sa connaissance.

Article 20 : Utilisation du compost – produit commercial destiné à être mis sur le marché

L'exploitation et le produit fini doivent respecter les obligations de résultat définies par les spécifications de la norme, de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit et notamment les seuils en éléments traces métalliques et substances organiques définis à l'annexe II de l'arrêté du 7 / 01/2002 relatif aux Installations Classées sous la rubrique n°2170.

Article 21 : Gestion des flux – Traçabilité

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon, sont indiqués la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

Chaque année sera fourni aux services d'Inspection des Installations Classées : les quantités de produits livrés et leurs destinations finales. Les analyses et bons d'enlèvement du compost devront être conservés au moins pendant 10 ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'Inspection des Installations Classées de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise du compost et de proposer une mesure alternative.

TITRE IV - PREVENTION DES NUISANCES

Article 22 : Consignes de sécurité

Des consignes doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- ✍ l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque,
- ✍ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- ✍ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...

Article 23 : Prévention des risques incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. L'avis du chef de centre des sapeurs-pompiers de LANNION sera sollicité avant le début des travaux et un plan du site lui sera transmis.

- ✓ Les différents stockages devront être suffisamment éloignés les uns des autres, et particulièrement des zones boisées, afin d'éviter la propagation d'un feu aux stockages voisins. Les cas échéant des zones pare-feu seront créées et régulièrement maintenues dégagées.
- ✓ De larges allées seront aménagées entre les stockages pour permettre l'intervention des engins de lutte contre l'incendie et la manœuvre d'engins de déblaiement.
- ✓ Le poteau incendie situé à 200 m à l'entrée du site sera utilisé en cas de lutte contre l'incendie. D'autre part une aire de stationnement pour les véhicules incendie devra être créée pour permettre la mise en aspiration des engins pompes sur les lagunes. A cet effet il conviendra d'entretenir les lagunes, notamment au regard des proliférations de lentilles d'eau, l'eau pompée ne devra pas être chargée de particules de façon à pouvoir être utilisée par les pompes des engins d'incendie.
- ✓ Des extincteurs seront répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements Ils seront bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- ✓ L'installation sera dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

Article 24 : Rongeurs

L'installation sera mise en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée d'un an.

Article 25 : Air – Odeurs

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'Inspection des Installations Classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 26 : Eau

Art. 26.1 :

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours.

Art. 26.2 : Gestion des effluents

Les eaux usées domestiques provenant des sanitaires seront prétraitées par fosse septique puis traitées sur le nouveau dispositif de lagunage.

Les eaux provenant de l'unité tri-compostage des ordures ménagères devront transiter par un débourbeur qui sera régulièrement curé, avant leur rejet vers les lagunes de traitement.

Les eaux des toitures seront envoyées directement vers le ruisseau de Kerduel.

Un système de lagunage commun aux installations de traitement des déchets verts et des déchets ménagers sera réalisé sur la parcelle 503 afin de traiter l'ensemble des eaux de lavage et de ruissellement du site.

La lagune existante sera remplacée par trois bassins étanches dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Bassin n° 1 : aération – $1\,100\text{ m}^3$ – $h = 3\text{ m}$
- Bassin n° 2 : décantation – $1\,060\text{ m}^3$ – $h = 2\text{ m}$
- Bassin n° 3 : finition et stockage – $1\,140\text{ m}^3$ – $h = 1,5\text{ m}$

Les lagunes sont dimensionnées pour interdire tout rejet en période d'étiage à savoir en août et septembre. Un canal permettant une mesure du débit sera installé en sortie du 3^{ème} bassin.

Les débits, flux moyens journaliers maximums et les concentrations au point de rejet du lagunage devront respecter les valeurs suivantes :

Débit : août et septembre : 0
 octobre à mai inclus : $46\text{ m}^3/\text{j}$
 juin et juillet : $12\text{ m}^3/\text{j}$

	oct. à mai : flux, kg / j	juin-juillet : flux, kg / j	concentration : mg/l
DCO	6,9	1,8	150
MES	2,3	0,6	50
DBO ₅	1,84	0,48	40
NTK	0,69	0,18	15
NH ₄ ⁺	0,23	0,06	5

Art.26.3 : Contrôle des rejets

Un contrôle trimestriel sera réalisé en entrée et sortie de lagunage et portera au minimum sur les paramètres suivants : pH, conductivité, MES, DCO, DBO₅, NTK, NH₄⁺.

Un prélèvement semestriel sera réalisé sur le fossé au niveau de « Crec'h Ewano » ainsi qu'au niveau de l'étang de Kerduel.

Article 27 : Bruit et vibrations

Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Du matériel de protection phonique sera mis à disposition du personnel.

L'usage de tous les appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) susceptibles de gêner le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou accidents.

Les prescriptions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées devront être respectées.

L'émergence au droit des habitations occupées par des tiers ne devra pas dépasser :

- 5 dB(A) pour la période de 7 à 22 h ;
- 3 dB(A) les jours fériés.

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour.

Aucune activité n'aura lieu la nuit, le dimanche et les jours fériés.

Il est demandé une mesure du niveau sonore complémentaire dans un délai de trois ans à compter de la parution de l'arrêté mais aussi, que lors de son remplacement, le broyeur soit remplacé par un engin aux performances acoustiques améliorées.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

En ce qui concerne les vibrations, les règles techniques annexées à la circulaire n° 86.23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

Article 28 : Stockage d'hydrocarbures

Les citernes servant au stockage de fuel, gas-oil et huile de vidange usagées devront être mises en rétention.

Article 29 : Contrôle et analyses

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles et analyses complémentaires soient effectués par des organismes indépendants, aux frais de l'exploitant, sur les nuisances de l'établissement : air (poussières, contamination chimique et microbiologique), effluent rejeté et eaux superficielles, bruit, odeur...

TITRE V - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

Article 30 :

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Article 31 : Notification et publicité

Un extrait du présent arrêté est déposé aux archives de la mairie au lieu d'installation et mis à la disposition de tout intéressé ; il sera affiché à la porte de la mairie du lieu d'installation pendant une durée minimum d'un mois.

Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du SMITRED Val d'Armor.

Un procès-verbal d'affichage sera adressé à la Préfecture par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté sera, par ailleurs, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux locaux, Ouest-France et Télégramme, aux frais de l'exploitant.

Article 32 :

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 33 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de RENNES.

Le délai est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Tout recours administratif préalable ou devant une juridiction compétente n'interrompt pas ce délai.

Article 34 :

L'exploitant devra se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 35 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des COTES-d'ARMOR,
Le Sous-Préfet de LANNION,
Le Maire de PLEUMEUR-BODOU,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au SMITRED Val d'Armor pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 7 février 2003

Le PREFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Signé : Denis DOBO-SHOENENBERG

Pour copie certifiée conforme
L'attaché, Chef de Bureau


Christian RAYMOND